

Les Echos

INSTITUT
MONTAIGNE



Les Français et le « *quoi qu'il en coûte* »

—
4 février 2021

—
ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos, Radio Classique et l'Institut Montaigne

Interrogation

➤ Echantillon de **1 002** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

➤ La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

➤ Interrogation par Internet les **2 et 3 février 2021**.

Note sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1.4	3.6 et 6.4
10	+/- 1.9	8.1 et 11.9
15	+/- 2.2	12.8 et 17.2
20	+/- 2.5	17.5 et 22.5
25	+/- 2.7	22.3 et 27.7
30	+/- 2.8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3.1	41.9 et 48.1
50	+/- 3.1	46.9 et 53.1
55	+/- 3.1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2.8	67.2 et 72.8
75	+/- 2.7	72.3 et 77.7
80	+/- 2.5	77.5 et 82.5
85	+/- 2.2	82.8 et 87.2
90	+/- 1.9	88.1 et 91.9
95	+/- 1.4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

> Le « *quoi qu'il en coûte* » d'Emmanuel Macron largement soutenu dans l'opinion

71% des Français considèrent qu'Emmanuel Macron *a eu raison* d'évoquer le « *quoi qu'il en coûte* » pour la santé et le soutien aux entreprises et salariés, même si cela augmente la dette publique de manière importante. **28%** estiment, au contraire, qu'Emmanuel Macron *a eu tort* d'évoquer le « *quoi qu'il en coûte* » pour la santé et le soutien aux entreprises et salariés, car cela a fait augmenter la dette publique de manière trop importante.

Politiquement, l'ensemble des électeurs juge majoritairement que le Président de la République *a eu raison*. Ce soutien est particulièrement marqué dans son électorat du 1^{er} tour (**85%**). A l'inverse, les électeurs de Marine Le Pen sont les moins convaincus par le « *quoi qu'il en coûte* » du Président (**56% a eu raison, 42% a eu tort**).

D'un point de vue socio-professionnel, le soutien est large dans toutes les catégories mais moins élevé chez les **catégories populaires (63%)** que chez les **professions intermédiaires (73%)** et les **cadres (71%)**.

Principaux enseignements

> Pour financer la dette, les français anticipent une hausse des impôts et une réduction des dépenses publiques. Seuls 15 % pensent qu'elle ne sera pas remboursée

Interrogés sur les moyens qui seront, selon eux, déployés pour le remboursement de la dette supplémentaire liée à la crise de la Covid-19 :

- **51% des Français estiment que la dette supplémentaire liée à la crise de la Covid-19 sera remboursée par une hausse des impôts** (dont 36% en 1^{er})
- **41% qu'elle sera remboursée par la réduction des dépenses publiques via des réformes (retraites, assurance, chômage,...)** (dont 15% en 1^{er})
- **33% par la croissance économique dans les années à venir (qui génèrera mécaniquement une hausse des recettes fiscales et une baisse des dépenses publiques)**, (dont 18% en 1^{er})
- **30% par une « contribution exceptionnelle » auprès des plus aisés** (dont 15% en 1^{er}).
- **15% pensent, quant à eux, qu'elle ne sera pas remboursée mais annulée.**

Cette question du remboursement de la dette fait émerger un clivage politique entre les différents électorats :

- **Les électeurs de Marine Le Pen** sont les plus fortement convaincus que son remboursement s'effectuera **par une hausse des impôts (59%)**
- **51% des électeurs de François Fillon prévoient une hausse d'impôts**, et anticipent **des politiques de réduction des dépenses publiques (49%)**
- **Les électeurs d'Emmanuel Macron** sont plus partagés sur cette question. Ils sont moins nombreux à penser que la hausse des impôts sera la principale solution (**44%**) réponse qu'ils placent à égalité avec la baisse des dépenses publiques. Ils sont plus nombreux à faire le pronostic d'une **croissance économique qui permettra de rembourser la dette (46%**, dont 33% en 1^{er}) ou qu'une « **contribution exceptionnelle** » auprès des plus aisés sera mise en place (**36%**, dont 14% en 1^{er}). De plus, il s'agit du deuxième électorat, après celui de François Fillon, le plus convaincu que le remboursement de la dette sera porté par **une baisse des dépenses publiques (44%**, dont 15% en 1^{er}).
- **Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon** ont une **opinion proche de la moyenne des Français**, mais sont un peu plus nombreux à considérer que **la dette ne sera pas remboursée mais annulée (19%)**.

Principaux enseignements

> Les promesses de non-augmentation d'impôts jugées peu crédibles par les français

76% (-1 par rapport au 3 juin 2020) des Français continuent de penser que les ministres *ne sont pas crédibles* lorsqu'ils affirment que les impôts ne seront pas revus à la hausse, dont 48% (+3) *pas vraiment* et 28% (-4) *pas du tout crédibles*. 24% (+1) jugent, à l'inverse, que ces affirmations sont crédibles, dont 19% (=) *plutôt* et 5% (+1) *tout à fait crédibles*.

Le scepticisme face à ces annonces est élevé chez les personnes connaissant des **fin de mois difficiles** (81%), et **les électeurs de Marine Le Pen** (86%).

Les Français connaissant des **fin de mois aisées** (73%) ainsi que **les électeurs d'Emmanuel Macron** (65%) sont un peu **moins sceptiques** face à ces annonces.

Par rapport aux 2 et 3 juin, les chiffres restent plutôt stables. A noter cependant que le doute s'intensifie sur cette question chez les **cadres** (85%, +12).



Principaux enseignements

> Des français favorables à la poursuite (58%) voire à l'élargissement (30%) des dispositifs de soutien économique

58% des Français considèrent qu'il faut garder le niveau actuel de soutien économique, 30% qu'il faut en faire plus en augmentant et/ou élargissant à d'autres populations les dispositifs de soutien économique et 11% qu'il faut réduire les dispositifs de soutien économique.

Politiquement, trois groupes d'électorats se distinguent :

- **73%** des électeurs d'Emmanuel Macron pensent qu'il faut *garder le niveau actuel de soutien économique*. 69% de ceux de François Fillon partagent cet avis.
- Une courte majorité des électeurs de Marine Le Pen (51%) souhaite un *maintien du dispositif actuel*, quand 29% souhaiteraient qu'il soit accru, et 20% *réduit*.
- L'électorat de Jean-Luc Mélenchon est le plus favorable à l'élargissement du dispositif (42%)

D'un point de vue socio-économique, si les **cadres sont 65%** à considérer qu'il faut **conserver le niveau d'aides actuel**, les **catégories populaires sont un peu moins convaincues (53%)**. Des différences plus importantes encore émergent selon le niveau de revenu : les personnes connaissant des **fins de mois aisées sont majoritairement favorables à un maintien du niveau d'aides actuel (64%)**, contre **49%** des personnes connaissant des **fins de mois difficiles**. Ces dernières sont **davantage favorables à une amplification du dispositif actuel (38%, dont 45% des personnes connaissant des fins de mois très difficiles)**.

En termes d'âge, **72% des 65 ans et plus sont favorables à un maintien du niveau actuel de soutien économique**. En revanche, **les 18-24 ans constituent la catégorie d'âge la plus favorable à une amplification de ce dispositif (48%)**.

Le « *quoi qu'il en coûte* » d'Emmanuel Macron largement soutenu dans l'opinion

Question : Le 12 mars 2020, Emmanuel Macron déclarait lors d'une allocution télévisée :

- « Le Gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies quoi qu'il en coûte. »
- « Aussi, tout sera mis en œuvre pour protéger nos salariés et pour protéger nos entreprises quoi qu'il en coûte, là aussi. »
- « L'ensemble des gouvernements européens doit prendre les décisions de soutien de l'activité puis de relance quoi qu'il en coûte. »

Vous personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? - En %

Emmanuel Macron a eu raison d'évoquer le « quoi qu'il en coûte » pour la santé et le soutien aux entreprise et salariés, même si cela augmente la dette publique de manière importante



Emmanuel Macron a eu tort d'évoquer le « quoi qu'il en coûte » pour la santé et le soutien aux entreprise et salariés, car cela a fait augmenter la dette publique de manière trop importante

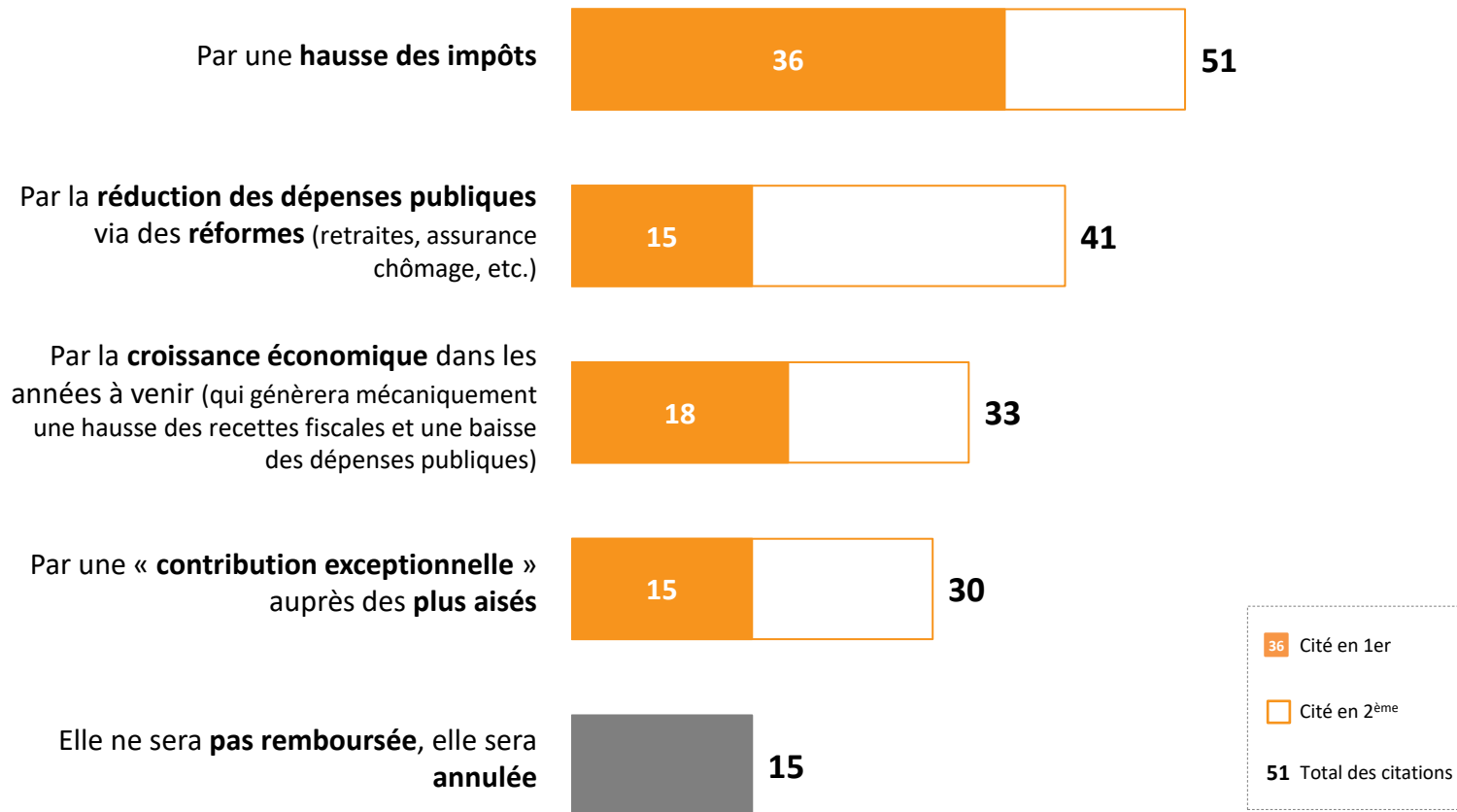


Sans opinion | 1

Pour financer la dette, les français anticipent une hausse des impôts et une réduction des dépenses publiques. Seuls 15 % pensent qu'elle ne sera pas remboursée

Question : Selon vous, comment sera financé le remboursement de cette dette supplémentaire liée à la crise de la Covid-19 ? – En 1^{er} ? En 2^{ème} ?

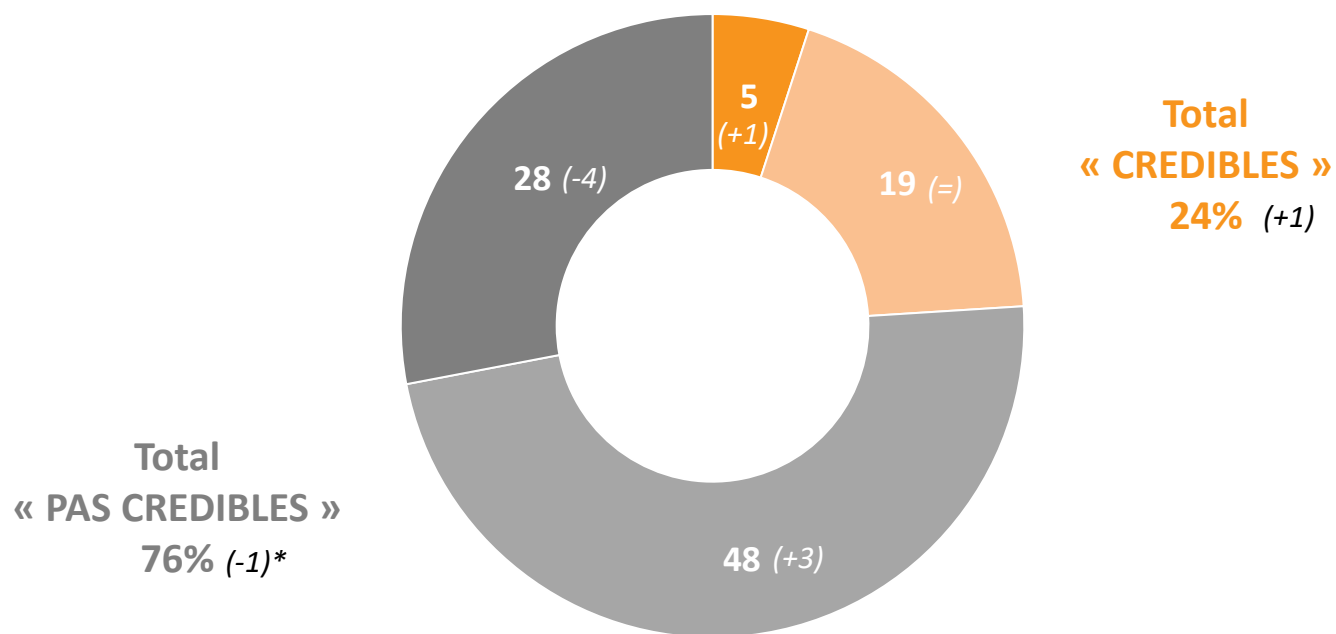
En %



Les promesses de non-augmentation d'impôts jugées peu crédibles par les français

Question : Ces dernières semaines, le gouvernement a engagé de nombreuses dépenses pour faire face à la crise sanitaire, financer le chômage partiel et soutenir les secteurs d'activité touchés par la crise économique. Plusieurs membres du gouvernement ont déclaré, ces dernières semaines, que ces dépenses ne seraient pas financées par une augmentation des impôts.

Pour vous, personnellement, ces annonces de ministres affirmant qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts sont-elles crédibles ou pas crédibles ? - En %



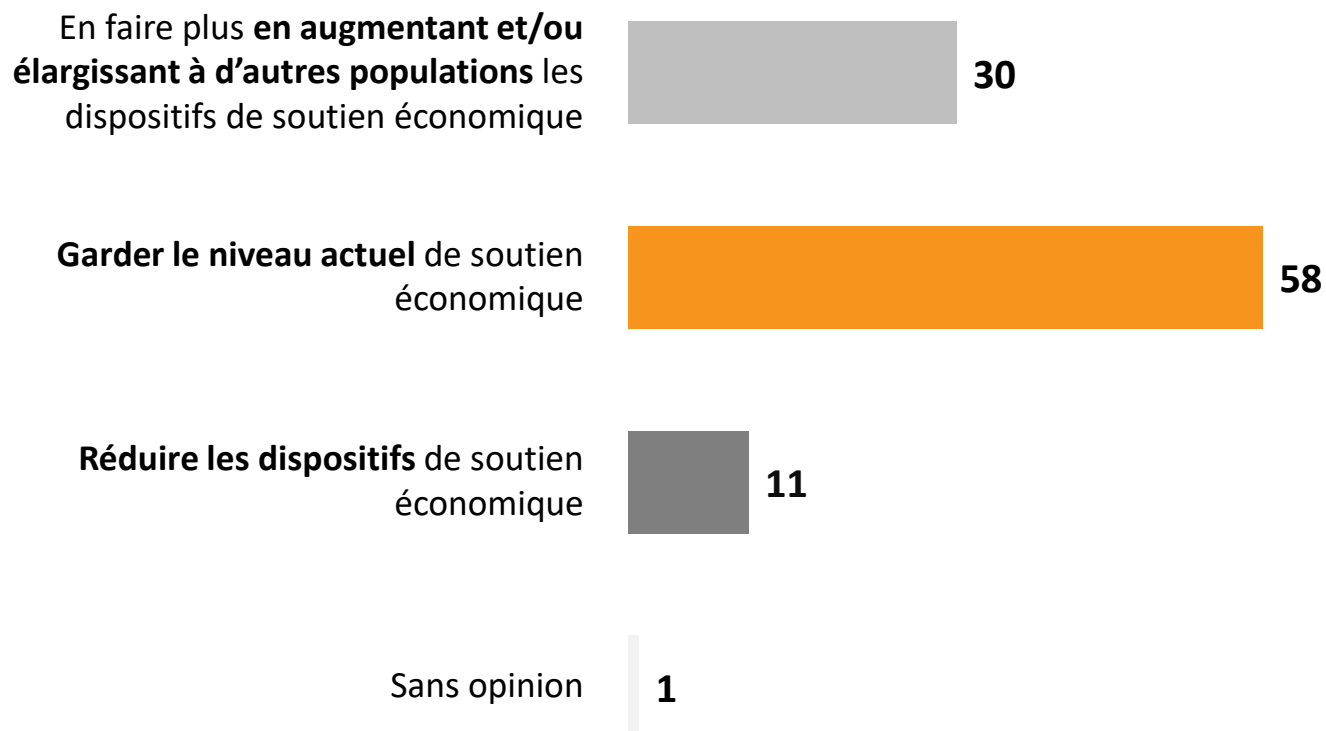
■ Tout à fait crédibles ■ Plutôt crédibles ■ Pas vraiment crédibles ■ Pas crédibles du tout

(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE / LES ECHOS, RADIO CLASSIQUE et L'INSTITUT MONTAIGNE réalisée les 2 et 3 juin 2020.

Des français favorables à la poursuite (58%) voire à l'élargissement (30%) des dispositifs de soutien économique

Question : Concernant les aides de soutien économique aux entreprises, aux salariés et les aides spécifiques envers certaines catégories de populations (étudiants, etc.), diriez-vous qu'aujourd'hui il faut en faire plus, garder le niveau actuel des aides ou les réduire ?

En %



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Vous personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

En %	Emmanuel Macron <u>a eu raison</u> d'évoquer le « quoi qu'il en coûte » pour la santé et le soutien aux entreprises et salariés, même si cela augmente la dette publique de manière importante	Emmanuel Macron <u>a eu tort</u> d'évoquer le « quoi qu'il en coûte » pour la santé et le soutien aux entreprises et salariés, car cela a fait augmenter la dette publique de manière trop importante	Sans opinion
Ensemble	71	28	1
SEXE DU REpondANT			
Homme	67	32	1
Femme	75	24	1
AGE DU REpondANT			
18-24 ans	73	27	
25-34 ans	71	25	4
35-49 ans	67	32	1
50-64 ans	69	31	
65 ans et plus	74	25	1
PROFESSION DU REpondANT			
Actifs	68	31	1
Artisan, commerçant (*)	73	26	1
CSP+	72	27	1
Cadre, profession intellectuelle sup.	71	29	
Profession intermédiaire	73	26	1
CSP-	63	36	1
Employé	65	34	1
Ouvrier	62	38	
Inactifs	75	23	2
Retraité	77	23	
Autre Inactif	71	25	4
NATURE DE L'EMPLOYEUR			
Salarié du privé	69	30	1
Salarié du public	65	34	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	72	27	1
Communes urbaines de province	70	29	1
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	72	26	2
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	68	30	2
100.000 hab. et plus	69	30	1
Agglomération parisienne	71	28	1
REGION DE RESIDENCE (UDA5)			
Région parisienne	72	27	1
Province	70	29	1
Nord-est	71	28	1
Nord-ouest	72	26	2
Sud-ouest	62	37	1
Sud-est	71	28	1

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

Vous personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

En %	Emmanuel Macron <u>a eu raison</u> d'évoquer le « quoi qu'il en coûte » pour la santé et le soutien aux entreprises et salariés, même si cela augmente la dette publique de manière importante	Emmanuel Macron <u>a eu tort</u> d'évoquer le « quoi qu'il en coûte » pour la santé et le soutien aux entreprises et salariés, car cela a fait augmenter la dette publique de manière trop importante	Sans opinion
Ensemble	71	28	1
PREFERENCE PARTISANE			
TOTAL GAUCHE	75	24	1
La France Insoumise (*)	77	23	
Europe Ecologie-Les Verts	69	31	
Parti Socialiste / Génération.s / PRG	75	23	2
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	91	8	1
La République en Marche !	93	6	1
TOTAL DROITE	66	33	1
Les Républicains	65	34	1
Rassemblement National	57	41	2
Sans préférence partisane	69	30	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)			
Jean-Luc MELENCHON	71	29	
Benoît HAMON	79	18	3
Emmanuel MACRON	85	14	1
François FILLON	68	31	1
Marine LE PEN	56	42	2
Abstention, vote blanc ou nul	70	29	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)			
Emmanuel MACRON	82	17	1
Marine LE PEN	57	42	1
Abstention, vote blanc ou nul	66	34	

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, comment sera financé le remboursement de cette dette supplémentaire liée à la crise de la Covid-19 ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Par une hausse des impôts	Par la réduction des dépenses publiques via des réformes (retraites, assurance chômage, etc.)	Par la croissance économique dans les années à venir (qui génèrera mécaniquement une hausse des recettes fiscales et une baisse des dépenses publiques)	Par une « contribution exceptionnelle » auprès des plus aisés	Elle ne sera pas remboursée, elle sera annulée
Ensemble	51	41	33	30	15
SEXE DU REpondANT					
Homme	51	46	36	28	14
Femme	52	37	30	32	16
AGE DU REpondANT					
18-24 ans	54	36	31	24	19
25-34 ans	53	49	31	24	11
35-49 ans	54	38	28	31	17
50-64 ans	53	43	31	27	14
65 ans et plus	43	42	42	38	15
PROFESSION DU REpondANT					
Actifs	54	43	31	28	14
Artisan, commerçant (*)	53	48	33	25	11
CSP+	52	43	32	31	13
Cadre, profession intellectuelle sup.	58	37	29	30	13
Profession intermédiaire	48	47	34	31	13
CSP-	55	41	30	26	15
Employé	52	40	31	24	15
Ouvrier	60	42	28	27	13
Inactifs	48	40	36	33	17
Retraité	44	41	40	37	15
Autre Inactif	55	37	26	23	21
NATURE DE L'EMPLOYEUR					
Salarié du privé	55	44	28	27	16
Salarié du public	50	39	34	30	11
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	53	39	32	27	18
Communes urbaines de province	52	42	33	31	14
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	46	39	31	36	16
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	54	48	33	31	10
100.000 hab. et plus	54	41	33	28	15
Agglomération parisienne	47	43	34	30	14
REGION DE RESIDENCE (UDAS)					
Région parisienne	47	43	35	30	14
Province	52	41	32	30	15
Nord-est	51	34	37	31	15
Nord-ouest	51	41	36	30	15
Sud-ouest	53	33	23	29	23
Sud-est	54	51	30	30	13

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

Selon vous, comment sera financé le remboursement de cette dette supplémentaire liée à la crise de la Covid-19 ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Par une hausse des impôts	Par la réduction des dépenses publiques via des réformes (retraites, assurance chômage, etc.)	Par la croissance économique dans les années à venir (qui générera mécaniquement une hausse des recettes fiscales et une baisse des dépenses publiques)	Par une « contribution exceptionnelle » auprès des plus aisés	Elle ne sera pas remboursée, elle sera annulée
Ensemble	51	41	33	30	15
PREFERENCE PARTISANE					
TOTAL GAUCHE	49	38	34	30	17
La France Insoumise (*)	46	41	35	32	18
Europe Ecologie-Les Verts	53	42	32	28	14
Parti Socialiste / Génération.s / PRG	53	38	34	29	15
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	32	49	53	40	11
La République en Marche !	29	51	57	40	9
TOTAL DROITE	49	50	43	34	9
Les Républicains	49	50	43	34	9
Rassemblement National	61	37	28	36	14
Sans préférence partisane	54	41	26	23	18
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)					
Jean-Luc MELENCHON	45	37	34	29	19
Benoît HAMON	53	48	35	30	9
Emmanuel MACRON	44	44	46	36	9
François FILLON	51	49	34	34	13
Marine LE PEN	59	38	29	31	15
Abstention, vote blanc ou nul	55	38	29	25	19
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)					
Emmanuel MACRON	46	43	38	32	14
Marine LE PEN	56	41	30	32	15
Abstention, vote blanc ou nul	56	40	31	29	15

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Pour vous, personnellement, ces annonces de ministres affirmant qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts sont-elles crédibles ou pas crédibles ?

En %	Tout à fait crédibles	Plutôt crédibles	Pas vraiment crédibles	Pas du tout crédibles	TOTAL « CREDIBLES »	TOTAL « PAS CREDIBLES »
Ensemble	5	19	48	28	24	76
SEXE DU REPONDANT						
Homme	4	21	45	30	25	75
Femme	5	18	51	26	23	77
AGE DU REPONDANT						
18-24 ans	5	24	53	18	29	71
25-34 ans	5	24	45	26	29	71
35-49 ans	3	17	46	34	20	80
50-64 ans	4	16	44	36	20	80
65 ans et plus	6	21	54	19	27	73
PROFESSION DU REPONDANT						
Actifs	4	20	45	31	24	76
Artisan, commerçant (*)	3	15	46	36	18	82
CSP+	4	19	51	26	23	77
Cadre, profession intellectuelle sup.	3	12	62	23	15	85
Profession intermédiaire	3	24	45	28	27	73
CSP-	5	20	39	36	25	75
Employé	5	22	44	29	27	73
Ouvrier	5	18	32	45	23	77
Inactifs	5	19	53	23	24	76
Retraité	6	20	55	19	26	74
Autre Inactif	4	18	47	31	22	78
NATURE DE L'EMPLOYEUR						
Salarié du privé	5	21	40	34	26	74
Salarié du public	3	15	56	26	18	82
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	6	13	47	34	19	81
Communes urbaines de province	4	20	48	28	24	76
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	3	21	48	28	24	76
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	6	16	47	31	22	78
100.000 hab. et plus	4	21	49	26	25	75
Agglomération parisienne	6	23	49	22	29	71
REGION DE RESIDENCE (UDAS)						
Région parisienne	6	25	48	21	31	69
Province	5	18	48	29	23	77
Nord-est	7	15	48	30	22	78
Nord-ouest	5	20	45	30	25	75
Sud-ouest	5	20	45	30	25	75
Sud-est	2	18	52	28	20	80

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

Pour vous, personnellement, ces annonces de ministres affirmant qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts sont-elles crédibles ou pas crédibles ?

En %	Tout à fait crédibles	Plutôt crédibles	Pas vraiment crédibles	Pas du tout crédibles	TOTAL « CREDIBLES »	TOTAL « PAS CREDIBLES »
Ensemble	5	19	48	28	24	76
PREFERENCE PARTISANE						
TOTAL GAUCHE	5	20	49	26	25	75
La France Insoumise (*)	4	21	44	31	25	75
Europe Ecologie-Les Verts	9	13	50	28	22	78
Parti Socialiste / Génération.s / PRG	3	24	49	24	27	73
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	15	31	48	6	46	54
La République en Marche !	17	37	41	5	54	46
TOTAL DROITE	1	25	46	28	26	74
Les Républicains	1	28	45	26	29	71
Rassemblement National	4	10	40	46	14	86
Sans préférence partisane	3	18	50	29	21	79
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)						
Jean-Luc MELENCHON	6	22	39	33	28	72
Benoît HAMON	2	19	62	17	21	79
Emmanuel MACRON	11	24	52	13	35	65
François FILLON	2	26	46	26	28	72
Marine LE PEN	3	11	41	45	14	86
Abstention, vote blanc ou nul	3	19	52	26	22	78
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)						
Emmanuel MACRON	7	25	52	16	32	68
Marine LE PEN	3	16	41	40	19	81
Abstention, vote blanc ou nul	3	15	49	33	18	82

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Concernant les aides de soutien économique aux entreprises, aux salariés et les aides spécifiques envers certaines catégories de populations (étudiants, etc.), diriez-vous qu'aujourd'hui il faut en faire plus, garder le niveau actuel des aides ou les réduire ?

En %	En faire plus en augmentant et/ou élargissant à d'autres populations les dispositifs de soutien économique	Garder le niveau actuel de soutien économique	Réduire les dispositifs de soutien économique	Sans opinion
Ensemble	30	58	11	1
SEXE DU REpondANT				
Homme	29	56	14	1
Femme	32	60	8	
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	48	49	3	
25-34 ans	30	56	12	2
35-49 ans	32	54	13	1
50-64 ans	33	54	12	1
65 ans et plus	19	72	9	
PROFESSION DU REpondANT				
Actifs	32	55	12	1
Artisan, commerçant (*)	44	49	7	
CSP+	30	60	10	
Cadre, profession intellectuelle sup.	25	65	10	
Profession intermédiaire	33	56	10	1
CSP-	31	53	14	2
Employé	37	50	11	2
Ouvrier	23	56	19	2
Inactifs	29	62	9	
Retraité	22	69	8	1
Autre Inactif	42	48	10	
NATURE DE L'EMPLOYEUR				
Salarié du privé	29	57	13	1
Salarié du public	31	57	12	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	34	55	11	
Communes urbaines de province	30	58	11	1
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	32	59	9	
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	28	55	17	
100.000 hab. et plus	31	58	10	1
Agglomération parisienne	27	64	8	1
REGION DE RESIDENCE (UDA5)				
Région parisienne	27	64	8	1
Province	31	57	11	1
Nord-est	32	54	13	1
Nord-ouest	31	57	12	
Sud-ouest	29	60	11	
Sud-est	31	59	9	1

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

Concernant les aides de soutien économique aux entreprises, aux salariés et les aides spécifiques envers certaines catégories de populations (étudiants, etc.), diriez-vous qu'aujourd'hui il faut en faire plus, garder le niveau actuel des aides ou les réduire ?

En %	En faire plus en augmentant et/ou élargissant à d'autres populations les dispositifs de soutien économique	Garder le niveau actuel de soutien économique	Réduire les dispositifs de soutien économique	Sans opinion
Ensemble	30	58	11	1
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	40	48	11	1
La France Insoumise (*)	51	44	5	
Europe Ecologie-Les Verts	37	47	16	
Parti Socialiste / Génération.s / PRG	31	55	12	2
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	16	79	4	1
La République en Marche !	14	82	3	1
TOTAL DROITE	19	68	13	
Les Républicains	17	69	14	
Rassemblement National	28	55	17	
Sans préférence partisane	31	58	10	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	42	46	10	2
Benoît HAMON	40	54	6	
Emmanuel MACRON	19	73	7	1
François FILLON	17	69	13	1
Marine LE PEN	29	51	20	
Abstention, vote blanc ou nul	32	59	8	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	26	64	9	1
Marine LE PEN	29	57	14	
Abstention, vote blanc ou nul	33	54	12	1

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

—
14 place Marie-Jeanne Bassot
92300 Levallois / Fr
Tél. +33 (0)1 45 19 09 09
@elabe_fr
www.elabe.fr

—
ELABE

